



Le président de la République avec les organisations syndicales et patronales

Ce vendredi 27 mars, une réunion a eu lieu entre le président de la République, le Premier ministre, les ministres de l'Economie, du Travail et de la Santé et les organisations syndicales et patronales.

Le Président a fait part du besoin d'échanges dans ce moment particulier de la vie de la nation. Traverser cette crise sanitaire et protéger les citoyens nécessite une unité. Il y aura un coût économique et social. Le président a fait part du besoin d'avis des organisations syndicales et patronales, et de leur participation pour « faire oeuvre utile pour la nation ». Il a insisté sur le besoin de cette « deuxième ligne de ceux qui travaillent ». Par contre, aller sur une liste d'activités essentielles est très compliqué car « tout se tient ». Chacune et chacun doit porter les dispositifs mis en place. Si le chômage partiel est utilisé de façon abusive, cela se retournera contre tous. Si on multiplie les appels à la grève, on ne joue pas collectif.

Le premier Ministre a affirmé que l'apparente contradiction entre confinement et poursuite de certaines activités devait être assumée : si un minimum d'activité économique n'est pas conservé, il ne sera pas possible d'assurer sur le plan sanitaire.

25 ordonnances et 5 décrets essaient de répondre à des questions nouvelles liées au contexte. Le premier ministre a réaffirmé la nécessité de dialogue social sur leur mise en oeuvre. Il a qualifié le choc économique de brutal, massif et sans doute durable. Après la crise sanitaire, il y aura d'autres défis.

Le ministre de la Santé a commencé par un point épidémiologique : la vague monte partout, sur tous les continents. Des tensions mondiales apparaissent sur certains produits partout dans le monde. Plus d'un humain sur trois est actuellement confiné. En France, les régions Grand-est et Ile de France sont les plus touchées. Les problèmes sont également sérieux en Franche-Comté, en Corse et dans les Haut de France. Une très grande vigilance est également nécessaire en Outre-Mer.

Le ministre a évoqué les contacts avec les organisations syndicales du monde hospitalier ; il a affirmé être d'accord sur la nécessité de revalorisation. D'autres rendez-vous sont prévus.

Laurent Berger est ensuite intervenu pour la CFDT en 6 points :

La CFDT répond à la demande d'unité sans nier des divergences. Il faut, dans la période, de l'unité certes, mais aussi de la responsabilité et de la solidarité. Cette crise nous rappelle ce que doit être la priorité en toute circonstance : l'humain et la vie humaine.

1. L'urgence, c'est la situation sanitaire et donc la situation des soignants.

La CFDT n'a pas l'intention de remettre en cause les décisions prises sur le confinement ou autres traitement nécessaire, car ce n'est pas son rôle. Elle alerte solennellement le Président de la république sur ce que vivent les soignants dans les hôpitaux aujourd'hui. Le manque de moyens de protection est encore une réalité criante. Leur situation est ultra tendue et sans polémiquer, c'est l'illustration que la santé et l'humain ne sont pas des lignes budgétaires. Le ressentiment dans l'hôpital et dans les EHPAD, qui existait avant la crise, ne fait que se renforcer. Pourtant, les soignants tiennent. Tout doit être mis en oeuvre sans limite pour les soutenir et les protéger aujourd'hui. Et il faudra se souvenir de cela demain.

2. Des millions de salariés sont à leur poste aujourd'hui. D'autres sont en télétravail.

Pour ceux en poste, la priorité des priorités, c'est leur protection. Ces salariés, qui sont ceux ayant aujourd'hui la plus grande valeur ajoutée sociale, sont aussi ceux qui sont en bas de l'échelle sociale et salariale. Il faudra s'en reparler.

Les situations sont très diverses : il y a des entreprises et administrations dans lesquelles le dialogue social s'opère (NDLR : c'est le cas à Météo-France). Des moyens de protection et une organisation du travail plus protectrice sont mis en oeuvre.

Mais ce n'est pas encore le cas partout. Alors, il faut taper fort pour que les entreprises se conforment à l'exigence de sécurité et du dialogue social, sans quoi des fermetures devraient être exigées. La CFDT a cité des secteurs professionnels : Amazon, certaines banques ou entreprises de tous les secteurs (transports, distribution, services ...). La CFDT a pointé la situation des travailleurs sociaux au contact de public, en insistant sur la protection de tous les travailleurs en poste avec gel, masques, etc. Aucune prime (aussi bénéfique soit-elle pour ceux qui en bénéficient) ne peut être un « salaire de la peur ». Nous sommes favorables à la prime mais pas en remplacement de protection et ce ne devra pas être un solde de tout compte pour la suite.

La CFDT a alerté sur la situation des salariés en télétravail : le ministère du travail et celui des fonctions publiques devraient étudier les conséquences de ce télétravail sur la durée et l'impact pour ceux qui le vivent dans des conditions difficiles (enfants à la maison, matériel pas adapté, etc.).

3. Ce que nous traversons est un reflet des inégalités (sociales, de logement, de revenus, éducatifs).

Il faut se préparer à l'impact sociétal inévitable de cette crise, c'est pourquoi la CFDT demande la mise en place d'un comité d'expert en sciences sociales pour observer la situation et faire des préconisations. Nous souhaitons que le combat contre les inégalités soit une ligne de force dans la sortie de crise.

4. L'impact économique et social est très fort

Beaucoup est fait sur le chômage partiel. Nous alertons sur les abus de certaines entreprises (par exemple, SFR). Le gouvernement nous entend sur les salariés des particulier-employeurs, les indépendants, les intérimaires, chômeurs en fin de droits. Mais il y a d'autres situations à regarder : celles des saisonniers, des étudiants salariés, des assistantes maternelles, des démissionnaires qui devaient intégrer un autre poste. Il faut continuer à protéger l'emploi et les salariés.

Sur les ordonnances et le temps de travail particulièrement, rien ne doit se faire sans concertation et dialogue social (la Ministre s'y est engagée). Travailler 60h dans certains secteurs est inenvisageable.

La CFDT demande par ailleurs le non-versement des dividendes dans les grandes entreprises.

Elle demande de décupler l'effort de formation et la force de frappe de « France compétences » : l'effort de formation devra être massif en sortie de crise à l'instar du soutien à la trésorerie des entreprises.

5. La coordination européenne est indispensable, notamment avec les eurobond ou corona bond comme le demande la CES. La solidarité européenne doit jouer à plein.

6. Au niveau national c'est le tripartisme qui permettra de trouver les solutions.

Il y a besoin de dialogue social, de travail en commun. Le gouvernement doit impliquer les organisations syndicales et patronales et les écouter. La CFDT a fait le choix de l'unité dans cette crise. Elle sera présente lorsqu'il faudra tirer les enseignements de cette crise et construire un monde plus juste.

Puis les autres partenaires sociaux invités se sont exprimés.

Du côté des syndicats participaient la CGT, de FO, de la CGC, de la CFTC ([syndicats représentatifs](#)) ainsi que l'UNSA. La disponibilité des moyens de protection, ou les mesures de protection en général, ont été évoquées ainsi que des préavis de grève lorsque celles-là n'existent que de manière insuffisante. Les situations de certaines catégories de salariés (assistantes maternelles, transports) ont été soulignées.

Les représentants du patronat (MEDEF, CPME, U2P) et la FNSEA ont indiqué que l'agroalimentaire et la distribution tiennent malgré un risque d'approvisionnement. La baisse en terme de consommation de produits agricoles, les problèmes de prix car la production bat son plein mais il y a une baisse de consommation (exemple du lait) et la fermeture des marchés.

Tous s'accordent sur la nécessité de préparer la suite sur l'économie mais aussi le travail, le management, le dialogue social.

La ministre du Travail a pointé les nombreux recours au chômage partiel (des milliers de demande par heure). Elle a exprimé son accord pour parler télétravail. Elle a souligné que la priorité est la santé des salariés avec des guides rédigés par secteur.

Le sujet « étudiants salariés » va être regardé pour un filet de sécurité.

Le ministre de l'Economie a fait part de pertes importantes dans l'économie. Des fermetures sont en cours dans l'automobile, les chantiers navals. La priorité est mise sur l'essentiel... qui regroupe beaucoup de secteurs (transport, communication, alimentaire).

Sur les dividendes, d'accord pour que les entreprises qui ont demandé un report de charges fiscales ou de cotisations sociales ou le chômage partiel ne puissent pas en verser.

Pour les marchés, il faudra regarder au cas par cas.

Le président a remercié chacun de sa responsabilité. Sur l'hôpital public, la peur et les craintes sont légitimes. On fait tout pour produire plus de masque et de respirateurs en France. Pour les autres travailleurs la demande sociale de masques est forte mais on ne peut pas produire partout. C'est la même logique industrielle sur les respirateurs.

Sur le long terme pour l'hôpital des moyens seront mis.

L'activité actuelle correspond quasiment aux activités essentielles. Le degré de ralentissement de notre économie posera la question de la capacité à redémarrer. Cela sera compliqué car il faudra réouvrir des marchés. L'inquiétude est forte pour l'automobile et l'aéronautique.

Sur les métiers, il ne faut pas laisser s'installer de coupures entre cols bleus et cols blancs.

Le discours de sortie de crise devra intégrer cela. Avec des actions de revalorisation.

Sur l'Europe, il y a des difficultés sur les eurobond (corona bond). On se doit la solidarité. Il y aura un combat à mener sur les conséquences budgétaires. L'Espagne et l'Italie ont un sentiment d'abandon actuellement.

Pour conclure sur cette réunion :

La crise interroge sur les limites d'un modèle, le président affirme qu'il en tiendra compte.

Il faudra avoir un plan de relance et d'investissement de sortie (investisseurs productifs et compétences).

Concernant l'impact sur la société, il y aura un choc post traumatique pour les soignants, et pour de nombreuses familles en deuil.

Sur le reflet des inégalités, le président a affirmé partager l'analyse de la CFDT.

Le tripartisme aura à prendre de l'importance pour faire face et pour la suite, il y aura besoin d'un dialogue franc sur ce qu'il faut faire.

Tous les sujets soulevés vivront au-delà de cette crise et les conséquences en seront tirées pour changer l'action collective. Chacun a une part de cette responsabilité.

Une nouvelle réunion avec le premier ministre aura lieu cette première semaine d'avril.